



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Venezuela-Maduro-tente-de-se-maintenir-au-pouvoir-par-la-repression>

Venezuela : Maduro tente de se maintenir au pouvoir par la répression

- International - Amérique latine -



Date de mise en ligne : mardi 6 juin 2017

Copyright © Presse-toi à gauche ! Tous droits réservés

Simón Rodríguez Porras est un militant du Parti Socialisme et Liberté de Venezuela, section UIT-QI

Sans soutien populaire et avec des divisions croissantes à l'intérieur du chavisme, le gouvernement de Maduro s'appuie sur les militaires pour réprimer violemment la vague de mobilisations populaires qui a commencé le 4 avril. Le bilan de cette répression est de neuf morts, de centaines de blessés et de nombreuses interpellations.

Mais les mobilisations n'ont pas cessé de croître et le 19 avril des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté dans les rues des principales villes, rejetant la dérive dictatoriale de Maduro. La nuit du 20 avril, il y a eu une manifestation généralisée dans le quartier populaire del Valle dans le sud de Caracas.

Le chavisme a perdu le large soutien populaire dont il a joui pendant de longues années et désormais 85% de la population rejette Maduro. Le gouvernement dit être victime d'un coup d'état, mais en réalité les militaires, qui contrôlent plusieurs ministères, ont resserré les rangs pour le défendre.

Le rejet de Maduro de la part de la majorité des travailleurs n'est pas le fruit d'une volonté de putsch ou du programme libéral de la coalition d'opposition de centre-droite, la Table d'Unité Démocratique (MUD), mais exprime le mécontentement de millions de personnes qui traversent une des pires crises économiques et sociales de l'histoire du Venezuela.

Alors qu'il se présente au monde entier comme « socialiste », le chavisme applique des plans d'ajustement qui génèrent l'inflation. Pour pouvoir payer plus de 70 milliards de dollars de dette externe durant les trois dernières années, les importations ont baissé d'un tiers, ce qui a généré une pénurie alimentaire et de médicaments.

En imprimant de l'argent pour couvrir le déficit fiscal, Maduro a radicalement réduit les salaires réels. L'inflation a atteint 600% en 2016 et le salaire minimum a été réduit à 30 dollars mensuels. Cette course aux plans d'ajustement a mené des commentateurs américains à parler « de la révolution socialiste favorite de Wall Street » (Washington Post, 12/4). Autrement dit, derrière les drapeaux d'un faux socialisme, on développe un capitalisme sauvage qui a détruit les conquêtes sociales des premières années du gouvernement Chavez.

Un gouvernement chaque fois plus autoritaire

Après avoir perdu les élections parlementaires en 2015, le gouvernement a choisi de suspendre indéfiniment toutes les élections et a retiré la légalité électorale à la majorité des partis politiques.

Depuis 2014, le gouvernement empêche aussi la tenue d'élections syndicales, comme dans la Fédération Unitaire de Travailleurs Pétroliers du Venezuela (Futpv), dont le secrétaire général est José Bodas du Parti Socialisme et Liberté (PSL) [section vénézuélienne de l'UIT-QI, NdT].

Fin mars, le Tribunal Suprême de Justice (TSJ) a autorisé le président à réformer la loi antiterroriste, la loi contre la corruption, le code pénal, le code de justice militaire, la loi sur les hydrocarbures et à constituer des sociétés mixtes avec des transnationales pétrolières sans autorisation parlementaire.

La procureure générale, Luisa Ortega Díaz, a dénoncé les décisions du TSJ comme inconstitutionnelles, démontrant une fracture au sein du gouvernement. Maduro a ordonné au TSJ de modifier ses verdicts, ce qu'il a fait il y a peu, mais la manoeuvre avait déjà provoqué un immense rejet dans la population.

La MUD, qui avait une politique de négociation avec Maduro, et avec la médiation du Vatican, a changé de politique face à l'énorme pression sociale. Elle s'est mise à dénoncer le fait que Maduro avait fait un « coup d'État » et a appelé à des mobilisations pour exiger la tenue d'élections.

Les mobilisations sont-elles une manoeuvre de l'impérialisme ? Pour justifier la répression, Maduro qualifie de « mercenaires de l'impérialisme » les centaines de milliers de personnes qui sont mobilisées. C'est un symptôme du désespoir du gouvernement.

Même si les Etats-Unis ont eu des tensions diplomatiques avec Maduro, surtout dans l'Organisation des États Américains, où ils font pression pour que se tiennent des élections, jusqu'à présent ils ne se sont pas prononcés pour que le Venezuela sorte de cet organisme multilatéral.

Maduro, de son côté, a tendu des perches à Trump, en l'appelant « mon ami » et « camarade ». L'entreprise pétrolière d'état vénézuélienne, la PDVSA, a donné 500 mille dollars pour la cérémonie d'investiture de Trump. Nous rejetons l'ingérence américaine ainsi que la servilité de Maduro.

En matière de politique extérieure, le chavisme a favorisé les liens avec la Chine et la Russie, a soutenu des régimes comme celui d'Assad en Syrie et d'Al-Sissi en Égypte, et a même félicité le président turc, Erdogan, pour le résultat de son référendum constitutionnel.

Or ces alliances n'ont pas changé la condition du Venezuela en tant que semi-colonie américaine : Chevron est la principale transnationale implantée dans l'industrie pétrolière, 12% du territoire national a été livré en concession à de grosses entreprises minières comme Barrick Gold, tandis que Procter&Gamble, Halliburton, Schlumberger et Coca Cola continuent à faire des affaires et profitent d'une des mains-d'oeuvre les moins chères du marché mondial.

L'opposition de gauche

Avec le mouvement ouvrier dispersé et affaibli après des années de répression et de cooptation chaviste, la classe travailleuse n'a pas pu jouer un rôle indépendant dans l'actuelle crise.

Toutefois il existe un début de regroupement d'opposition de gauche dans la Plate-forme du Peuple en Lutte, dans laquelle prennent part des secteurs chavistes de gauche comme des organisations de la gauche non chaviste, comme le PSL, qui dénonce les politiques anti-ouvrières du gouvernement depuis des années.

Cette coalition exige que cesse le paiement de la dette externe et que ces ressources servent à effectuer d'urgentes importations d'aliments et de médicaments pour stopper la crise sociale.

Elle pose aussi la nécessité de nationaliser l'industrie pétrolière à 100%, et que le revenu du pétrole soit investi dans l'industrialisation du pays et la réforme agraire. Dans les prochains jours des assemblées plénières syndicales seront organisées pour discuter comment impulser des actions indépendantes contre le gouvernement.

<http://www.gsi-uitqi.org/?p=1859>